

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : C. REVOL
☎ : 04.56.59.49.78
📠 : 04.56.59.49.98

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

N°DDPP-ENV-2016-01-13

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-7 et L.514-5 ;

VU l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société RHODIA OPERATIONS sur les communes du PEAGE DE ROUSSILLON, ROUSSILLON et SALAISE SUR SANNE ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, unité territoriale de l'Isère du 25 novembre 2015 et annexé au présent arrêté ;

VU la lettre par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL a transmis le 15 décembre 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport à la société RHODIA OPERATIONS et l'a informé de la proposition de mise en demeure concernant son établissement situé sur les communes du PEAGE DE ROUSSILLON, ROUSSILLON et SALAISE SUR SANNE ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

CONSIDERANT que la société RHODIA OPERATIONS exploite, sur les communes du PEAGE DE ROUSSILLON, ROUSSILLON et SALAISE SUR SANNE des installations classées pour la protection de l'environnement (réservoirs d'acide acétique, atelier acétate et dépotage anhydride) sans avoir obtenu au préalable l'autorisation préfectorale requise ;

CONSIDERANT, compte tenu des atteintes aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement liées à l'exercice des activités de la société RHODIA OPERATIONS en situation irrégulière, qu'il y a lieu de faire application des dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article L.171-7 du code de l'environnement en imposant des mesures conservatoires afin de garantir la mise en sécurité du site, dans l'attente de la régularisation complète des installations ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er –

La société RHODIA OPERATIONS, dénommée ci-après l'exploitant, qui exploite, au sein de la plate-forme chimique de ROUSSILLON, des installations industrielles implantées sur les

communes du PEAGE DE ROUSSILLON, ROUSSILLON et SALAISE SUR SANNE, est mise en demeure de régulariser, **dans un délai de six mois**, la situation administrative des installations classées suivantes exploitées sans l'autorisation préfectorale requise :

- installation de fabrication d'acétate de cellulose : soumise à autorisation au titre de la rubrique 2660 de la nomenclature des installations classées (augmentation de capacité de 95 à 110 tonnes par jour),
- installation de dépotage d'anhydride acétique : soumise à autorisation au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées (nouvelle installation),
- installation de stockage d'acide acétique : soumise à autorisation au titre de la rubrique 4331 (anciennement 1432) de la nomenclature des installations classées (nouvelle installation).

Pour ce faire, l'exploitant transmet au préfet l'étude de dangers relative à l'unité Acétol et aux deux réservoirs d'acide acétique R1011 et R1012.

Le délai s'entend à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Dans l'attente de la régularisation de la situation administrative des installations visées à l'article 1^{er}, l'exploitant met en place **dans un délai de 15 jours** les mesures conservatoires suivantes :

- mise en place d'un clapet à fermeture immédiate sur le bras de dépotage d'anhydride acétique ou équivalent,
- mise en place d'une couverture flottante de type hexacover au fond de la rétention associée au nouveau bras de dépotage d'anhydride acétique ou équivalent,
- report des mesures de maîtrise des risques des réservoirs d'acide acétique R1011 et R1012 en salle de contrôle de RHODIA OPERATIONS ou équivalent,
- ronde de surveillance des nouveaux équipements : bras de dépotage d'anhydride acétique, cuvette de rétention du bras de dépotage d'anhydride acétique, réservoirs d'acide acétique ou équivalent.

Ces mesures ne préjugent pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation prescrite par l'article 1^{er} de cette mise en demeure.

ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de respecter cette injonction, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par la réglementation en vigueur et notamment celles de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées.

ARTICLE 4

Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 5 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 6 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, la Sous-Préfète de Vienne, les maires de ROUSSILLON, SALAISE SUR SANNE et LE PEAGE DE ROUSSILLON, et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère et notifié à la société RHODIA OPERATIONS.

Fait à Grenoble, le
Le Préfet

29 JAN. 2016



Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Patrick LAPOUZE

